

Reconnaissance mutuelle entre Israéliens et Palestiniens

Après plusieurs décennies de guerre larvée, la paix pointe à l'horizon au Moyen-Orient. La cérémonie vécue le 13 septembre 1993 sur la pelouse de la Maison Blanche à Washington aux USA en est le symbole. En effet la symbolique poignée de main entre Itzhak Rabin, Premier ministre Israélien et le Palestinien Yasser Arafat a scellé les accords entre deux peuples voisins longtemps séparés par les guerres. Des peuples voisins qui se reconnaissent mutuellement ! Tout cela à la suite des résultats positifs obtenus après les laborieuses négociations ayant abouti à la reconnaissance par l'OLP de l'Etat d'Israël et par la cession de l'autonomie des territoires occupés de Gaza et de Jéricho en Cisjordanie. On le sait le nom de "Cisjordanie" désigne le territoire compris entre la Jordanie et la frontière d'Israël d'avant 1967, issue des accords d'armistice de 1949. Sa population évaluée à plus d'un million est arabe à 98 %. A cette population d'origine palestinienne, il faut ajouter celle qui peuple les colonies juives implantées après la guerre des six jours en 1967.

Jéricho, qui vient de bénéficier l'autonomie est un haut lieu de pèlerinage et un circuit touristique. Cependant, cette ville n'a pas l'importance politique de la partie arabe de Jérusalem, Na plouse ou de Hébron. Malgré les menaces de part et d'autres, menaces très souvent suivies d'effet, les mises en demeure internationales, notamment celle venant des Nations Unies (résolution 242 du conseil de sécurité), malgré la pression diplomatique des pays arabes et l'activité terroriste de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) à l'intérieur des frontières israéliennes et Palestiniennes en territoire libanais, la Cisjordanie commence timidement près de 25 ans après la guerre de 1967, à se défaire de l'emprise israélienne.

La signature d'un nouvel accord entre Israéliens et Palestiniens complète celui passé en 1979 entre Jérusalem et Le Caire. Un accord qui définit l'autonomie comme concession maximum du côté Israélien et du côté de l'OLP comme base de départ pour la création d'un Etat indépendant. La solution obtenue à Washington grâce à la bienveillance d'un diplomate norvégien et des Etats-Unis et de l'Egypte tend à privilégier les originalités palestiniennes qui garantissent l'indépendance de la Cisjordanie.

Eyenga Sana

Rentrée scolaire : un fiasco mais la balle est dans le camp des parents

Un message fixant au 13 septembre 1993 la rentrée scolaire 93-94 au Zaïre et signé par le ministre Ndolela de l'EPSP a suffi pour mobiliser enseignants, chefs d'établissement, inspecteurs et parents d'élèves à la préparation de cette rentrée au Sud-Kivu. Outre les objets classiques et didactiques, les parents sont soumis au paiement des frais scolaires et d'inscriptions ou minerval allant du zaïre-monnaie et franc rwandais au dollar américain et franc belge en passant par des sacs de ciment et des tôles pour la construction des écoles privées de Bukavu dont la plupart ont pourtant échappé l'an dernier au contrôle de l'inspection de l'enseignement et des contributions.

Cette rentrée n'a pas eu lieu à cette date de monsieur le ministre à cause de l'incertitude politique et du retard de paiement des enseignants. Ces derniers se disent à Bukavu d'autant plus ulcérés par cette décision unilatérale prise par le gouvernement qu'ils croient savoir que le Premier ministre Birindwa et son gouverneur de la Banque nationale ne l'ont pas eux-mêmes prise au sérieux, surtout que la "surprise" annoncée est irréalisable. Dix mois de salaire non encore payés dans les zones rurales, sept mois dans la ville de Bukavu, c'est trop pour être payés dans quelques heures d'où il faut projeter cette rentrée en octobre, croient certains enseignants.

Mais pour l'inspecteur principal régional adjoint de l'EPSP chargé du secondaire, Mme Niapudre Nais' Odiane, le problème de la rentrée scolaire se situe ailleurs : les examens d'Etat avant ou après la reprise des cours ? Trois dates ont déjà été données pour ces épreuves : du 27 au 30 septembre initialement, début octobre, puis récemment la radio nationale les fixera au mois d'octobre sans en préciser la date ! Or, au Sud-Kivu 5.191 candidats et autodidactes confondus, attendent présenter ces épreuves nationales. La rentrée reste possible mais parents d'élèves et enseignants ont beaucoup à donner et à recevoir et l'année scolaire 93-94 connaîtra le taux de scolarisation (illusion non faite aux années blanches précédentes) le plus faible de l'histoire de l'enseignement du Zaïre car beaucoup d'enfants à l'âge scolaire sont appelés mais très peu seront scolarisés.

C'est d'ailleurs ce qui a été dénoncé par le Syndicat des enseignants du Sud-Kivu dans leur mémo au ministre de l'EPSP et au Régé : plus question de vivre des primes irrégulièrement versées par des parents d'élèves irrégulièrement payés par l'Etat et les entreprises privées qui les emploient.

L'ANAPEZA Sud-Kivu quant à elle est au niveau des concertations entre ses membres dont la majorité refuse de sacrifier les enfants. "Nos fils et filles ont droit à l'instruction comme ceux des dinosaures éparpillés dans les écoles privées ou à l'étranger ; aux parents et enseignants de s'entendre pour leur assurer l'enseignement de qualité", a indiqué le président de l'ANAPEZA ville de Bukavu, M. Nteranya Mohdo. Le chemin de l'école sera pris prochainement mais l'épine au pied de l'enseignant reste son salaire à majorer. La balle est dans le filet de Birindwa.

Pour le "Régé" M. Mwenyemalli Kasilemba fort sollicité à l'approche de la rentrée scolaire 1993-1994 cette rentrée est soumise à deux préalables :

Les parents ne peuvent intervenir que lorsqu'ils constatent que l'Etat n'a pas rempli sa promesse et a échoué dans la rentrée scolaire en ne payant pas à temps les enseignants. C'est alors qu'ils pourront se concerter pour une position commune à prendre.

Les enseignants sont disponibles et attendent le geste du gouvernement Birindwa qui a promis la "surprise" peut-être avant la rentrée scolaire. C'est dire que les 3 rencontres proposées par le "Régé" et ses partenaires n'ont accouché que des préalables qui échappent à sa propre gestion. M. Mwenyemalli a eu à rencontrer les gestionnaires des écoles, les parents et les enseignants. "Il y a des raisons d'espérer", a-t-il conclu.

Imata Déwen

+ Nécrologie

Les familles Kamanzi, Mutiri-wa-Bashara et Kabuya Lumuna annoncent le décès survenu ce 12 septembre 1993 à Kinshasa de Monsieur

Gabriel KAMANZI MAYENGGE,

leur père, grand-père et beau-père. Que ceux qui ont connu l'illustre disparu lui gardent une pensée pieuse !

Le présent communiqué tient lieu de faire - part.

Les négociations, une farce sans fin !

Lasse de tourner en rond, pressée par d'autres urgences de survie et contrainte par la présence de l'ONU dont le Conseil de sécurité est décidé d'examiner sans complaisance le dossier zaïrois, la classe politique est en pleines négociations. D'autant que l'ONU semble lier son aide humanitaire aux résultats du dialogue zaïro-zaïrois.

Ainsi donc, les 160 délégués désignés sont condamnés à réussir, selon le vœu de Mgr. Monsengwo, président du HCR, maître des cérémonies d'ouverture. Ces négociations de la dernière chance seront clôturées par le maréchal Mobutu. Hélas, ni l'un ni l'autre n'a été mandaté comme médiateur. La direction ponctuelle des débats a été décidée par les deux parties.

L'ordre institutionnel de la transition

Les forces politiques du condave et l'USOR, sont unanimes sur un certain nombre des principes évoqués lors des pré-concertations.

- la direction des débats
- le protocole d'ouverture et de clôture des négociations
- la présence des observateurs non pas pendant les négociations mais à la signature d'un protocole d'accord. L'ONU, la France, les USA et la Belgique y sont invités.
- le nombre et la qualité des participants.

Mais, les négociations achoppent sur son objet et son caractère juridique. Pour Mgr Monsengwo, il est question de définir l'ordre institutionnel de la transition. Notamment en s'inspirant d'un "héritage commun" qu'est l'ordre institutionnel et le "compromis politique global" que l'on doit soumettre à un

nouvel examen pour l'adapter aux nouvelles exigences. Cependant, il n'a pas manqué de rappeler et de privilégier l'ordre institutionnel de la transition établi par la CNS. En outre, Mgr Monsengwo a déclaré qu'il ne faisait pas doute que l'acte portant dispositions constitutionnelles de la période de transition élaborée par la CNS serait certainement révisé, comme l'avait d'ailleurs prévu la CNS.

A entendre Mgr Monsengwo, le "compromis politique amélioré" ne peut pas, cependant remplacer les acquis de la CNS quant aux rôles conférés aux institutions nées de la CNS.

Le partage du pouvoir

Est-ce la mouvance présidentielle partage les mêmes vues de l'opposition sur les principes du pouvoir ? Lorsque Mgr parle du "partage équilibré et équitable du pouvoir", cela ne reflète pas la vision des condavistes. Qui évoquent "le domaine de collaboration" entre le chef de l'Etat et le Premier ministre. Or, le maréchal a évolué depuis le condave en récupérant tout le pouvoir que la CNS avait attribué au Premier ministre. Notamment au sujet des nominations, dans l'Armée, la Magistrature, la Territoriale, et dans les entreprises d'Etat.

Il y a cette lancinante question de l'Assemblée nationale mise en congé par la CNS mais réhabilitée par la volonté de Mobutu. Ce qui a fait dire aux évêques réunis dernièrement en conférence qu'"il existe un refus de changement au sommet de l'Etat". Bref, les négociations ne pourront progresser que si "le partage du pouvoir est bien assuré" entre les 3 institutions de la CNS lesquelles savent ce qu'elles

doivent faire en prenant en compte que "personne n'a gagné aux élections. Le cadre juridique de la transition et de l'après-transition doit également faire l'objet des précisions, pour permettre chaque acteur politique d'aller aux élections sans suspensions. Car seules les élections peuvent légitimer les futures dirigeants.

Solidarité onusienne

La question que tous se posent évidemment est de savoir si les négociations ne sont qu'une série de farces sans fin. Pour gagner le temps l'on doit mettre fin aux tergiversations au moment où le peuple est choqué par l'inflation, le non paiement des fonctionnaires et des enseignants ; et face à l'abandon de l'Etat devant le dénuement des populations déplacées du Shaba, Kasai et de Nord-Kivu. Heureusement que M. Lakdhar Brahimi, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU dont la mission humanitaire est à pied d'œuvre veille au succès des négociations sans y prendre part. La balle se trouve dans le camp de la classe politique, singulièrement entre les deux acteurs principaux, Mobutu et Tshisekedi. Ce dernier doit battre l'appel de ses troupes divisées. En effet, après défection de Birindwa et de ses camarades du STOP, voilà que le professeur Lihau, éminence grise de l'UDPS, monte au créneau pour dénoncer les coteries ethno-tribales et le manque de dialogue au sein de l'UDPS. Ainsi donc, l'opposition est allée aux négociations fragilisée ! Un élément en plus pour compromettre le succès des négociations !

Eyenga Sana

Le Nord-Kivu menacé par la famine

A qui appartiennent les armes saisies à Rutshuru ?

Le Nord-Kivu ne cesse de compter ses morts, victimes des tueries. Bientôt, cette région sera confrontée à la famine. Depuis 6 mois, rien n'a été cultivé. Le grenier du Zaïre et de Kinshasa est vide du fait de la guerre. Plus de 225.984 déplacés, en quête d'assistance, tendent la main. Comme un malheur n'arrive jamais seul, voilà que l'on découvre, cachée dans un véhicule à Kiwanja, 9 tonnes d'armes. Cette poudrière ambulante est le symbole d'une situation difficile à gérer...

Le moins que l'on puisse avouer est l'imbroglio qui règne au Nord-Kivu, après les tueries de Walikale, Masisi, Rutshuru et Beni. Victimes ou pas du devoir, le gouverneur Kalumbo et son assistant Bamwisho ont été mis à l'ombre suite à la mégestion de 800 milliards de zaires, don du Président de la république, le maréchal Mobutu Sese Seko aux déplacés ! Bien qu'ils aient reçu du chef de l'Etat 18 tonnes de riz, les déplacés ne sont toujours pas sortis de l'auberge. Leur situation demeure précaire. L'aide apportée par les ONG locales ou internationales soulage mais ne répond pas aux besoins réels des déplacés. Qui se retrouvent sur les principaux axes suivants :

- Axe Goma (Nyonga, Kayare, Chinaga, ville de Goma, Sake, Muyu et Rugare) avec 21.395 personnes.
- Axe Rutshuru (Rutshuru, Jomba, Katsuru, Bibwe, Katwe, Kibiri, Rwindi, Vithumbi et Kanyabayonga) avec 50.152 individus.
- Axe Mweso (Mweso, ZTH, Katsiri, Bibwe, Kichanga, Nyabura et

Nyamitaba) avec 53.420 déplacés.

- Axe Masisi (Matanda, Lushebere, Masisi, Lwibo, Marhanga et Mutunga) avec 94.017 âmes.

- Axe Bobandana (Bobandana, Nyungu, Humure et Kalehe) 7.000 sans abri.

En attendant l'aide annoncée par la CEE, le Programme alimentaire mondial (PAM) a promis de nourrir pendant 6 mois plus de 100.000 personnes. Pour sa part, l'Unicef, dont la mission conduite par son directeur régional pour l'Afrique centrale et occidentale, M. Stanislas Adobevi, est déjà sur le terrain à Goma en vue d'examiner son intervention la plus efficace que possible ! Il s'agit de l'aide alimentaire ; en santé par l'envoi des médicaments et vaccin et en assainissement.

Mais le grand soulagement est l'arrivée tout récemment le mercredi 25 août 1993 à Goma d'une mission de l'ONU venue de Kinshasa avec les experts de la Présidence de la République. Cette présence onusienne est l'aboutissement de la mission au Zaïre de l'envoyé spécial M. Lakdhar Brahimi. Elle avait sillonné le Haut-Zaïre, le Shaba, les 2 Kasai, le Bas-Zaïre et Kinshasa. La mission de l'ONU vient apporter de l'eau au moulin de l'Oxfam, Médecin sans frontières et autres organisations caritatives déjà à pied d'œuvre au Nord-Kivu. Les experts dans le domaine agricole ont déjà prédit une famine de longue durée au Nord-Kivu, principalement à Rutshuru et à Beni où les paysans cultivateurs n'ont rien fait depuis 6 mois, à cause de l'insécurité. Les

éléments de la DSP tentent de rétablir l'ordre et la sécurité surtout que les deux commissaires des zones de Walikale et Masisi sont des militaires. Comme pour l'aide humanitaire, il y a lieu d'envisager dans plus bref délai un programme de distribution de semence et réinstallation de la population pour reprendre la houe.

Cependant la population du Nord-Kivu dont les plaies et déchirures des tueries ne sont pas encore cicatrisées vient d'être traumatisée par la saisie des armes à bord d'un camion Mercedes KN 9421 k dont le chauffeur s'appellerait Ruchanuhigo Nyaruhuchiga alias Toro. Plus de 9 tonnes d'armes dont des lance-roquettes et roquettes, des grenades et autres fusils automatiques ont été retrouvées à bord du véhicule qui transportait des caisses de "Pepsi-cola". Cette saisie s'étant déroulée vers 21 heures à Kiwanja ! Pour l'heure, plusieurs personnes impliquées de près ou de loin sont arrêtées et même transférées à Kinshasa pour besoin d'enquête. Curieusement : elles se retrouvent d'une communauté d'expression rwandaise. La provenance ni la destination de ces armes ne sont communiquées. Cependant, un coin du voile vient d'être levé sur ce qu'on dit "Nord-Kivu qui est une poudrière" au cœur d'une série de guerres interethniques dans la région. Il y a eu la guerre Rwando-Rwandaise terminée avec les accords d'Arusha ; il y a eu les tueries de Walikale-Masisi et Rutshuru au Zaïre, il y a cette insécurité permanente à la frontière Zaïro-Ougandaise.